

# La garantie anglaise donnée à la Pologne en 1939

Londres publie un protocole secret qui limitait les engagements énoncés dans le traité — Le Canada a-t-il été informé de cette clause — Les accords secrets et la politique impériale — Les armées alliées tiennent un front de 127 à 140 milles de Berlin

Le point le plus rapproché de Berlin sur le front ouest aujourd'hui est dans le secteur de la 9e armée étatsunienne, à l'est de Hildesheim, et à moins de 20 milles du centre d'avionnerie de Brunswick. Les avant-gardes des trois armées du général Bradley occupent en Allemagne centrale une ligne qui va de 127 à 140 milles de Berlin. Des colonnes de la 2e armée anglaise et de la 9e armée des Etats-Unis se dirigent vers l'Elbe, qui coule à 50 milles de Berlin.

Au cours des deux semaines écoulées depuis le passage du Rhin, les Alliés ont fait plus de 309,000 prisonniers au front de l'ouest; ce chiffre ne comprend pas les 30,000 à 40,000 soldats ennemis encerclés dans la Ruhr, ni le groupe peut-être encore plus considérable isolé en Hollande. Dans les trois semaines de campagne qui ont précédé le passage du Rhin, les Alliés ont pris 250,000 prisonniers.

En Autriche, les troupes russes ont dépassé Vienne et se dirigent vers l'ouest et le nord, vers Prague et Munich. La radio de Moscou dit que la chute de la capitale autrichienne est imminente. En Prusse-Orientale les troupes soviétiques ont pris Koenigsberg; la presse russe dit que la prise de cette forteresse est comparable à la rupture de la ligne Siegfried au front de l'ouest.

Un correspondant émet aujourd'hui l'opinion que le jour "V-E" — la victoire en Europe — sera annoncé par proclamation des trois principaux alliés, puisque les autorités allemandes ne se rendront vraisemblablement pas; et que pour cela on choisirait le jour où les fronts ouest et est se réuniront. Si cette information est fondée, en ce jour de la fin officielle de la guerre, la joie sera atténuée, au moins pour les familles qui auront de leurs membres au combat en Allemagne; car après ce moment-là le combat devra se continuer; ce sera la phase de guérilla pour réduire les troupes allemandes qui résisteront encore sur divers points.

## POLOGNE ET ANGLETERRE

Le gouvernement anglais a publié ces jours derniers un Livre blanc contenant le texte intégral du traité de 1939 par lequel l'Angleterre et la Pologne se promettaient aide mutuelle contre l'agression par "une puissance européenne", et d'un protocole secret qui limitait la portée du traité; ce protocole précisait que l'expression "une puissance européenne" employée dans le traité signifiait "l'Allemagne".

Le gouvernement de Londres veut ainsi démontrer qu'il n'a pas trahi la Pologne, puisque la garantie anglaise ne valait que contre l'Allemagne et non contre la Russie. Ce traité a été signé le 25 août 1939, sept jours avant l'invasion de la Pologne par les Allemands. La politique internationale n'a donc pas changé; sur le plan national plusieurs pays se sont donné des gouvernements démocratiques, élus par le peuple; mais dans les relations entre pays, tout se passe encore comme aux jours de l'absolutisme royal. A quoi bon publier les traités si on y ajoute des protocoles secrets qui les changent complètement, au point de les contredire? Ce système continue; la récente déclaration d'Yalta était à peine publiée que M. Roosevelt admettait l'existence de plusieurs accords secrets entre les trois chefs d'Etat alliés.

Ce régime est la négation du principe même de la démocratie. Les souverains d'autrefois étaient héréditaires, la famille royale s'identifiant avec l'Etat l'on pouvait compter que la solidarité d'intérêt offrait aux administrés une garantie minimum; pourtant combien de tirades les républicains de toutes sortes ont prononcées contre cette façon de disposer des peuples, système qui a d'ailleurs donné lieu à des abus indéniables.

Mais en démocratie, où les dirigeants sont élus pour des termes assez courts, le principe du gouvernement par le peuple n'exige-t-il pas plus impérieusement encore que tout se fasse à ciel ouvert? Car toutes choses égales d'ailleurs le dévouement et le désintéressement de ministres qui sont là pour peu d'années sont plus exposés aux tentations que ceux d'une dynastie dont la fortune, la grandeur et la gloire sont inséparables du pays qu'elle gouverne pendant des siècles.

Sans doute, notamment en temps de guerre et pour tout ce qui concerne les affaires militaires, certaines choses doivent demeurer secrètes; des clauses secondaires d'accords et de traités peuvent de même n'être pas rendues publiques. Mais ce n'est pas le cas du protocole secret anglo-polonais; là la clause secrète change radicalement la portée d'une expression apparemment claire; normalement les mots "par une puissance européenne" ne veulent pas dire: par une seule, mais par n'importe quelle puissance européenne.

Pendant toute la guerre on parle de l'intégrité de la Pologne, on proclame de grands principes de moralité internationale comme ceux de la Charte de l'Atlantique. Lorsque l'Allemagne attaque la Russie, les Alliés assurent un accommodement entre la Pologne et Moscou; le 30 juillet 1941 par un traité entre les deux pays, la Russie renonce à son traité de 1939 avec l'Allemagne sur le partage du territoire polonais; puis le "Foreign Office" publie un communiqué pour annoncer cet accord et M. Eden déclare dans une note officielle au général Sikorski que le gouvernement de Sa Majesté, conformément au traité du 25 août 1939, ne reconnaît aucun changement territorial survenu en Pologne depuis août 1939. C'était bien là confirmer la formule de l'intégrité territoriale complète de la Pologne. C'est du moins ce que tout le monde semble avoir compris.

C'est pour la défense de la Pologne — de toute la Pologne — que les Alliés de la première heure sont entrés en guerre; mais après que Londres a jugé à propos d'acquiescer aux exigences exagérées de la Russie, en retour de concessions à la Grande-

Bretagne, on jette à la tête des protestataires ce protocole secret. Du point de vue moral, cela n'est pas très riche. Et qu'est-ce que cela peut bien valoir devant l'opinion mondiale? Car c'est en dernière analyse ce tribunal-là qu'il s'agit de satisfaire, si l'on veut assurer la paix.

Le peuple anglais qu'on a jeté dans la guerre pour défendre tous les droits de la Pologne a donc été berné, mais c'est par ses chefs politiques, contre lesquels il a normalement un recours aux élections; en attendant le parlement de Londres peut demander des comptes au gouvernement.

## LE CAS DES DOMINIONS

Quelle est en face de pareille révélation la position du Canada? A la session de septembre 1939, l'argument de la Pologne a été le principal motif officiel de notre intervention, la vraie raison étant évidemment pour les impérialistes le fait que l'Angleterre était en guerre. Pendant la première partie de la guerre, quand les communistes canadiens disaient que c'était une guerre impérialiste, et que la Russie occupait une partie de la Pologne, personne ne faisait de réserve sur la libération du territoire polonais.

Dans cette affaire, les Canadiens ont-ils été bernés par Londres ou par Ottawa. M. King, qui admet ne pas connaître les clauses secrètes d'Yalta, connaissait-il le protocole secret du 25 août 1939? S'il le connaissait ce sera un grief de plus à lui reprocher aux prochaines élections, comme son défi historique au chancelier Hitler à Berlin, quand il l'a prévenu que le Canada ferait la guerre aux côtés de l'Angleterre, bien qu'il ait continué de multiplier ensuite à Ottawa les déclarations contre la participation du Canada aux guerres extérieures.

Mais s'il ne connaissait pas ce protocole secret, alors c'est toute l'indépendance du Canada qui est en cause. Notre lien impérial fait que nous sommes plus ou moins invités à entrer dans une guerre de l'Angleterre, et une partie influente de notre population penche de ce côté. Toutefois en principe nous sommes libres et nous décidons librement; c'est ce que nous avons fait en 1939. Or que vaut cette liberté si l'on nous entraîne dans la guerre sous de fausses représentations, si Londres trompe Ottawa afin de mieux le faire marcher, quitte ensuite à se dérober derrière des accords secrets?

C'est un argument qui vaut pour tous les Dominions britanniques. Les autres pays peuvent avoir été induits dans la même erreur. Cependant c'est dans l'exercice de leur entière souveraineté qu'ils ont décidé. Mais les Dominions ne sont pas dans la même situation. Ils sont dans l'Empire, et ce lien comporte assez de force que comme contre-partie il ne devrait pas y avoir de pièges tendus par Londres aux gouvernements des Dominions.

C'est donc là un point important à élucider en vue de la prochaine campagne électorale fédérale. A qui devons-nous imputer le fait que nous avons été entraînés dans une guerre pour défendre toute la Pologne alors que l'Angleterre se gardait un prétexte pour n'en défendre que la moitié? Devrons-nous porter cela au dossier de M. King ou au dossier du lien impérial?

## A SAN-FRANCISCO

Un publiciste anglais écrit que si en 1939 quelqu'un avait prétendu que la Pologne ne serait pas représentée à la conférence préliminaire de la paix, on l'aurait accusé de trahir la cause alliée; mais cela va peut-être se produire. A Yalta les trois chefs d'Etat s'étaient entendus pour la formation d'un nouveau gouvernement polonais. A Moscou, où la commission spéciale s'est réunie, les choses n'ont pas marché aussi bien.

Les ambassadeurs anglais et étatsunien voulaient que des représentants de tous les groupes politiques polonais — sauf ceux de la faction pro-allemande — fussent invités à Moscou pour négocier la formation du nouveau gouvernement. Mais le groupe de Lublin a exigé qu'on soumette à son approbation toutes les invitations et en fait il a mis son veto sur presque tous les noms soumis par les deux ambassadeurs.

C'est à la suite de cette difficulté que Moscou a demandé s'il n'y aurait pas lieu d'inviter à San-Francisco le gouvernement pro-soviétique de Varsovie, pour le cas où l'on n'aurait pas réussi à former le nouveau gouvernement à temps. Londres et Washington ont refusé. M. Eden a promis à la Chambre des Communes que le gouvernement anglais ne reconnaîtrait pas le groupe de Lublin comme gouvernement, ni n'abandonnerait le gouvernement polonais de Londres. Finalement un groupe de Polonais ont commencé des entretiens il y a une dizaine de jours avec des représentants de la Russie.

Chose étrange, ce fait a été connu par un communiqué du gouvernement polonais de Londres disant que ces quinze hommes sont disparus; il y a dans le groupe le vice-premier ministre du gouvernement, trois autres ministres et des chefs de partis venus de Pologne même. Le ministre anglais des Affaires étrangères a dit qu'il ne partage pas l'inquiétude que manifeste le communiqué polonais et qu'on attend des nouvelles d'ici quelques jours. C'est peut-être une indication que les négociations avancent.

D'autre part on apprend que le gouvernement polonais de Londres doit démissionner sous peu et que si la conférence de Moscou ne donne pas de résultats satisfaisants, M. Mikolajczyk formera probablement un nouveau gouvernement à Londres; ce chef polonais aurait plus de chance que tout autre d'être appuyé par les gouvernements anglais et étatsunien. Si la Pologne n'est pas représentée à San-Francisco, ce sera un véritable scandale, une preuve plus claire que toute autre que le monde est plus loin de la paix que les événements militaires semblent l'indiquer.